85me Année. — N° 152. UN FRANC SAMEDI 5 JUIN 1948.

BUREAUX
ROUBAIX. — 69-71, Grande-Rue. Tél. 237.32.
TOURCOING. — 22, rue Carnot. Tél. 437.
LILLE. — 11, rue Faidherbe Tél. 530.51.
PARIS. — 29, boulevard Poissonnière. Tél. Provence. 77.94.
MOUSCRON. — 108, rue de la Station. Tél. 3.44.

ANCIENS DIRECTEURS :
Jean Reboux
Alfred Reboux
Madame Alfred Reboux

Journal de Roubaix

Quotidien de Roubaix-Tourcoing et de la Région

ABONNEMENTS
Nord et départements limitrophes :
3 mois ..... 80 fr.
6 mois ..... 160 fr.
1 an ..... 300 fr.
Autres départements et colonies :
3 mois ..... 95 fr.
6 mois ..... 180 fr.
1 an ..... 335 fr.
Compte chèques postaux Lille 67

Un document accablant

Avec quelles arrières pensées Moscou a prononcé la « dissolution » du Komintern

Paris, 4 juin. — Après la dissolution de l'Internationale communiste, une circulaire avait été distribuée aux militants français pour les prévenir de cette mesure et leur en montrer l'exacte valeur.

Nous reproduisons ce document ci-dessous. Il a été saisi sur un militant communiste français arrêté au moment où il tentait de franchir clandestinement la frontière suisse. Il s'agit d'une lettre confidentielle, signée du secrétaire général du Presidium de l'Internationale communiste, Georges Dimitrov, et adressée aux cadres et aux militants responsables du parti. Elle n'est pas datée, mais son contenu indique explicitement qu'elle a été adressée quelques jours avant que ne fût prise la décision du 15 mai dernier, ordonnant la dissolution du Komintern.

Voici, d'ailleurs, le texte in extenso de ce document :

Lettre aux cadres et militants responsables de l'Internationale.

Dans quelques jours, le Presidium du Comité exécutif de l'Internationale va prendre une décision d'une importance stratégique considérable, concernant le combat, présentement engagé avec les démocraties contre l'hitlérisme et le fascisme.

Nos camarades devront comprendre que ce décret est de nature à faciliter grandement chacune des sections de l'Internationale communiste dans leur propagande auprès des classes sociales de tous les pays non acquises encore aux idées communistes, mais qui sont entrées de quelque manière que ce soit en lutte contre l'hitlérisme.

Dans les pays non antifascistes, l'appareil illégal de la section de l'Internationale devra immédiatement exploiter à tous les échelons la décision du Komintern comme suit :

1) Rallier les masses démocratiques bourgeoise, la petite bourgeoisie, les paysans, les catholiques déjà souvent groupés dans le Front national ou les Fronts de libération, mais qui se montraient encore hésitants, prendre résolument la tête de toutes les manifestations ayant un caractère quelconque de patriotisme. Cette action en profondeur sera, répétons-le, tout à fait facilitée par la résolution du Komintern.

2) Parrallèlement à cette première propagande qui ne doit toucher que la bourgeoisie et les classes moyennes, il faut affirmer clairement, en même moment, aux masses de manœuvres communistes et à tous les militants, que la révolution mondiale, qui est en marche, se terminera par la dictature du prolétariat.

Tous les communistes doivent comprendre qu'entre la démocratie bourgeoise et nous, il ne peut y avoir de compromis durable.

Dès maintenant, il sera partout fait un appel à la discipline la plus stricte.

La moindre faiblesse devra être impitoyablement réprimée, surtout dans les groupes de partisans et francs-tireurs qui doivent être renforcés, épurés et d'où les éléments suspects (bourgeois, nationalistes sociaux et démocrates) ou peu sûrs (catholiques) doivent être bannis pour éviter les hésitations au moment décisif.

Une telle tactique hâtera la libération définitive du prolétariat mondial.

Vive l'U.R.S.S., patrie de tous les travailleurs !

Vive notre Internationale communiste, qui, sous la conduite de notre grand camarade Staline, conduira les travailleurs de tous les pays à la victoire !

Ce document est accablant. Le Komintern est pris la main dans le sac. C'est lui-même qui révèle avec cynisme sa propre duplicité et qui avertit d'avance les militaires du parti de n'attacher aucune valeur à la décision considérable qui va être bientôt rendue publique, mais qui est de pure tactique et qui ne modifie en rien la doctrine immuable de l'Internationale.

Quand on a appris que le Komintern avait été dissous, seuls les naïfs ont pu croire que Staline modifiait sa politique et qu'il renonçait effectivement à exercer à l'intérieur des autres pays sa propagande révolutionnaire. Ce n'était là, de sa part, qu'une hypocrisie de plus destinée à accorder une satisfaction platonique à ses alliés anglo-américains. Mais on ne pouvait espérer qu'une lettre signée par le secrétaire général du Presidium de l'Internationale communiste avouerait en quelque sorte officiellement cette grossière manœuvre.

Des religieuses font partie du Comité supérieur de l'enseignement ménager qui s'est tenu à Paris.

Au premier rang: MM. Denis, *commissaire adjoint à la famille, et* Luc, *directeur général de la famille, avec les délégués des écoles supérieures ménagères.* (Ph. Graphopress.)

L'acquitté d'Escoire attaque

M. Henri Girard, acquitté mercredi par la Cour d'assises de la Dordogne, a déposé plainte et s'est porté partie civile contre inconnu pour l'assassinat de son père et de sa tante.

LES TROUPES DE TCHOUNG-KING aux prises avec les communistes

Shanghaï, 4 juin. — Central Press mande qu'un nouveau conflit armé a éclaté entre des troupes gouvernementales de Tchoung-King et les contingents sino-communistes.

Depuis le 12 avril, des troupe de Tchoung-King, fortes de deux divisions, qui avaient été concentrées sur la rive sud du Yangtsé-Kiang, dans la province de Nganhouan, attaquèrent des groupes de la 6me armée. Au cours de combats extrêmement violents, le 16me bataillon de celle-ci fut presque entièrement anéanti.

1.257 avions soviétiques détruits en mai

sur le front de l'Est

Quartier général du Führer, 4 juin. — *Le haut commandement des forces armées communique :*

Dans la région de Welish, les attaques lancées de jour et de nuit par les Soviets ont été repoussées avec des pertes sanglantes pour les assaillants. Vingt et un chars blindés ennemis furent mis hors de combat.

Dans les autres secteurs du front on ne signale qu'une activité de combat locale.

Dans le Caucase et sur le front du Donetz, la Luftwaffe a attaqué sans interruption des concentrations de troupes, des aérodromes ainsi que des bases de ravitaillement ennemies.

Les aviateurs allemands, en coopération avec des avions de combat hongrois ont attaqué, *d'une façon particulièrement violente le trafic de ravitaillement de l'ennemi.*

Dans l'Océan glacial, deux navires patrouilleurs ont été coulés et un destroyer endommagé à coups de bombes.

Durant le mois de mai, 1.257 avions soviétiques ont été détruits sur le front de l'Est.

Pendant la même période, la Luftwaffe a perdu 143 appareils.

* *

Berlin, 4 juin. — Dans les milieux militaires de Berlin, on fait ressortir qu'au cours du mois de mai, 1.257 appareils soviétiques ont été abattus tandis que la Luftwaffe n'en a perdu que 143.

Ces chiffres démontrent clairement que les Allemands possèdent toujours une supériorité aérienne écrasante en face des Soviets. Des

(Lire la suite page 2.)

L'Eglise et le communisme

Une information diffusée la semaine dernière par la radio de Moscou permettait de supposer qu'un concordat ou, tout au moins, la reprise de relations officielles étaient envisagés entre le Vatican et l'U. R. S. S. Et certains milieux ne manquaient pas de rapprocher cette nouvelle de l'annonce de l'ouverture de négociations en faveur d'une entente entre l'Eglise romaine et les orthodoxes russes.

Un démenti du Saint-Siège n'a pas tardé à prouver que l'attitude de S. S. le Pape n'avait pas varié à l'égard du communisme. Ses paroles de 1939 demeurent d'une troublante actualité : « On ne saurait trop se garder, aujourd'hui surtout, des menées bolchevistes, qui n'ont d'autre but que de saper les fondements de l'ordre chrétien. *Pasteurs et troupeaux doivent être en éveil: car le lion rugissant se démène,* Quærens quem devoret ».

La rétablissement de contacts entre le Kremlin et le Vatican ne saurait se produire avant que beaucoup de choses aient changé en Russie.

Quant aux pourparlers avec les restes de l'ancienne Eglise russe, on aurait tort de croire qu'ils ont été engagés, ainsi que l'insinuent Londres et Boston, avec l'approbation et l'encouragement du gouvernement soviétique. C'est, au contraire, grâce à l'Allemagne, que les représentants les plus notoires du culte orthodoxe sont entrés en conversations avec une commission romaine, présidée par S. E. le cardinal Tisserand, spécialiste averti des questions orientales, qui, durant des années, seconda les efforts du cardinal van Rossum.

Et il n'est pas inutile d'ajouter que si l'union des deux grandes branches du christianisme sous la haute autorité du Saint-Père peut être envisagée désormais, on le doit aux sentiments nettement anti-bolchevistes des orthodoxes russes libérés par les Allemands des persécutions soviétiques.

Dès leur arrivée en Russie, les troupes européennes ont rétabli le libre exercice des cultes, et les observateurs neutres sont unanimes à reconnaître l'extraordinaire retour à leur foi traditionnelle des quarante millions de Russes et d'Ukrainiens ainsi soustraits à l'anticléricalisme des «Sans-Dieu». Accourus des qu'ils en eurent la latitude, les prélats si longtemps exilés ont repris l'exercice de leur sacerdoce, et c'est déjà par milliers que les vocations religieuses s'affirment dans ces régions vouées à l'athéisme durant un quart de siècle. Les magnifiques cérémonies liturgiques, les processions, « ces rivières de fleurs », qui caractérisent extérieurement la chrétienté slave, sont suivies par une foule immense d'anciens et de nouveaux fidèles.

Parmi ces foules, S. S. le Pape, déclare naguère « ennemi public N° 1 » par Moscou, jouit d'un considérable prestige en raison même de la haine que lui voue le communisme; et ce prestige l'emporte à lui seul sur bien d'autres considérations dogmatiques.

Si une entente intervient donc demain entre le Saint-Siège et ce qui survit du Saint-Synode, Staline, pour en être la cause, ne saurait se vanter d'en avoir été le volontaire inspirateur, car l'accord aura essentiellement pour objet de sauver l'Eglise du Christ de la plus sauvage réaction païenne que le monde ait connue.

Roland Tullier.

Une sédition militaire en Argentine

SITUATION TROUBLE A BUENOS-AYRES

Amsterdam, 4 juin. — D'après Reuter, plusieurs corps d'armée argentins se seraient révoltés contre le gouvernement.

Le président Castillo a destitué le ministre de la Guerre Ramirez, qui a été remplacé par le contre-amiral Fincatti.

Ramirez s'était mis à la tête de troupes révolutionnaires fortes de 8.000 à 10.000 hommes, à Campo-Mayo, à 253 km. de Buenos-Aires.

Le gouvernement a envoyé à sa rencontre des troupes commandées par le général Marques, qui a été chargé de rétablir l'ordre.

Aux dernières nouvelles, on apprend de Montévidéo que le président Castillo a fait une proclamation dans laquelle il a annoncé que l'amiral Ramirez a été fait prisonnier et que le gouvernement est maître de la situation.

Par contre, selon une autre information, les troupes révolutionnaires argentines auraient occupé le siège du gouvernement à Buenos-Aires et l'on mande aussi de New-York à Genève que selon des informations parvenues de Buenos-Aires, un conseil législatif provisoire y aurait été créé à la fin de l'après-midi de vendredi. Ce conseil est présidé par le

(Lire la suite page 2.)

Émission de nouveaux timbres du Maréchal

(Ph. Sipho.)

Une série de nouveaux timbres émis par l'Etat français.

Paris, 4 juin. — Le secrétaire général des P.T.T. communique :

A l'occasion de l'anniversaire de la naissance du Maréchal, l'administration des postes mettra en vente à partir du 7 juin une série de cinq timbres-poste gravés d'une surtaxe au bénéfice du Secours national : 1 fr. 20 + 1.40 (Maréchal en civil) ; 1 fr. 50 + 2.50 (Travail) ; 2 fr. 40 + 7 fr. (Famille) ; 4 fr. + 10 fr. (Patrie) ; 5 fr. + 15 fr. (Maréchal en tenue).

La vente aura lieu par série individuelle comprenant les cinq figurines au prix de 50 fr. la série.

PAROLES DU MARÉCHAL

"Nulle nation ne répond à ce nom que si elle répond entière à son devoir"

Nous avons publié hier, un extrait de l'interview accordée par le maréchal Pétain au représentant d'un journal parisien. En voici encore un passage intéressant :

Le retour éventuel à Paris

Interrogé sur son éventuel retour à Paris, le Chef de l'Etat déclara:

«Le chancelier Hitler m'a déjà offert ce retour et je lui ai répondu que j'étais sensible à cette offre. Mais, en maintenant le siège du gouvernement dans une zone initialement libre, et dans laquelle n'ont pénétré, lorsque la guerre s'est transportée sur le front méditerranéen, que des troupes d'opération, j'ai voulu sauvegarder un principe auquel tous les Français doivent demeurer attachés, celui de la souveraineté que lui reconnaissaient les conventions de l'armistice. Il serait de l'intérêt de personne que les conditions de cet état de choses, même soumises à la rigueur de circonstances nouvelles, puissent être modifiées dans leurs bases essentielles ».

« Je resterai... »

« Que je le veuille ou non, sur le domaine d'une assemblée qui représentait la nation et parlait également en son nom, je fais aussi partie de ces bases essentielles. J'assume un rôle dont il ne m'appartient pas de me défaire à mon gré. Quelles que soient les circonstances, je l'ai dit et je le répète, je resterai à la place où m'ont trouvé, en juillet 1940, le désespoir et la confiance de ce pays meurtri. Il ne m'est jamais arrivé de rejeter les charges que je trouvai trop lourdes. J'ai l'impression que c'est parce que je représentais cet

(Lire la suite page 2.)

"La guerre n'a pas détruit notre conception du monde, mais l'a, au contraire, renforcée"

écrit le Docteur GOEBBELS

Berlin, 3 juin. — Dans l'article que publie cette semaine « Das Reich », sous le titre: « Les forces motrices », le Dr Goebbels examine les raisons et les conséquences de la dissolution du Komintern et en tire une preuve de plus de la justesse de la ligne politique que l'Allemagne suit depuis 1933.

Après avoir constaté que l'anticommunisme et son corollaire, l'antisémitisme, ont gagné du terrain au cours de cette guerre et notamment depuis le début de l'année 1943, dans tous les pays belligérants et que l'homme de la rue s'efforce de plus en plus de découvrir les causes profondes de l'effroyable catastrophe actuelle, le Dr Goebbels affirme que les juifs sont en train de perdre la partie et essaient de sauver ce qui peut encore l'être.

« Ils sont maîtres dans l'art du camouflage, écrit-il, mais autant ils se montrent élastiques dans leurs changements de tactique, autant ils sont acharnés dans la poursuite de leurs buts politiques et économiques. Ils ont déclaré une guerre impitoyable au régime national-socialiste dont la propagande s'efforce depuis des années de montrer les dangers de l'activité juidaïque, et cela se conçoit, car « il ne s'agit pas seulement de leur domination mondiale, mais de leur existence sociale. »

Et le Dr Goebbels considère que la soudaine dissolution du Komintern est une parade à la propagande antisémitique qui commence à porter ses fruits même dans les pays ennemis de l'Allemagne et qui a démasqué le vaste complot juif.

« Mais il suffit, écrit-il, d'observer le jeu mené par les juifs de Moscou, de Londres et de Washington pour comprendre le véritable sens de ce geste.

« En effet, les juifs de Moscou ont autidate la dissolution du Komintern, qui a été ainsi effectuée avant l'envoi de la lettre de Roosevelt à Staline. Ils ont voulu par là, faire croire à l'opinion publique, dont ils n'ont pas une très haute idée, que le bolchevisme ne constituait plus un danger et que la propagande allemande n'avait plus d'objet.

« Cela prouve simplement que, contrairement à ce que l'on affirmait, l'influence de notre propagande n'était

(Lire la suite page 2.)

Le président REEDER

chef de l'administration militaire,

annonce aux Belges que :

20.000 PRISONNIERS DEVIENDRONT OUVRIERS LIBRES

si la population remplit ses obligations en matière de travail obligatoire.

LA RATION DE PAIN SERA AUGMENTÉE,

si les cultivateurs et les consommateurs s'imposent la discipline nécessaire

Vendredi après-midi, dans la salle du Sénat à Bruxelles, *en présence de* nombreuses personnalités de l'administration militaire et des représentants de la presse, le président Reeder, chef de l'administration militaire, a prononcé un discours dont voici les principaux passages :

Après avoir rappelé que l'administration militaire avait eu dès le début de son établissement conscience du double devoir qui lui incombait, à savoir de défendre les intérêts du Reich allemand, issus de la guerre, sans oublier les intérêts de ce pays, le président Reeder dit que l'année écoulée fut marquée par les événements militaires de l'Est qui enrayèrent victorieusement le danger menaçant du bolchevisme et montre le sort réservé à l'Europe et aux ennemis mêmes de l'Allemagne si le fléau avait déferlé sur elle et sur eux.

L'orateur se demande ensuite ce qu'il serait advenu de la Belgique si l'Allemagne était restée sur la défensive derrière la ligne Siegfried.

« La Belgique serait devenue la zone d'opérations des armées alliées et par conséquent, un immense champ de ruines. Tous les Belges en âge de porter les armes auraient été mobilisés. Malgré la dévastation de leur patrie, la mort ou l'évacuation des membres de leur famille, ils auraient été obligés d'apporter le sacrifice de leur sang ».

Etant revenu sur le sacrifice de sang et de travail dont la communauté allemande donne l'exemple pour la guerre totale, le président Reeder déclare:

« Le gouvernement d'un peuple qui est devenu le symbole de la dureté spartiate et du sacrifice de soi, peut exiger d'autant plus que les exigences de la guerre totale actuelle trouvent aussi une compréhension active dans les territoires occupés et protégés par les armées allemandes.

» Les pays occupés de l'Ouest, même s'ils ont l'avantage de se trouver derrière le rempart protecteur de l'Atlantique, sont intimement liés au sort de l'Europe.

» En considération de l'inévitable contribution que tous doivent apporter, y compris les territoires occupés, je voudrais traiter deux questions qui ont ému, ces derniers mois, tout spécialement l'ensemble de la population belge : la question de la mise au travail et le problème du ravitaillement.

» Comme le soldat allemand à l'Est a été forcé d'une quantité d'armes toujours croissante pour défendre l'Occident, il n'était plus possible de se contenter du système de l'engagement volontaire pour le travail en Allemagne. C'est pourquoi il fut ordonné en Belgique, comme dans tous les autres pays, pour les hommes et pour les femmes d'un certain âge, sans distinction de profession, de se soumettre au service du travail obligatoire, soit en Belgique, soit en Allemagne ».

L'orateur déclare ensuite que la puissance occupante dont les hommes versent leur sang sur le front de l'Est ne peut s'arrêter aux répugnances — « compréhensibles » — soulevées contre de telles mesures dans un pays élevé dans l'idée de la liberté individuelle, d'autant moins que « les ouvriers envoyés dans le Reich jouissent, sous tous les rapports, des mêmes avantages que les ouvrières et ouvriers allemands.

» C'est pourquoi les protestations qui se sont élevées dans les milieux allemands compétents contre l'expression « déportation » étaient justifiées.

» L'administration militaire prendra prochainement des mesures de protection d'ordre alimentaire, social et familial. On a l'intention, indépendamment du fait que l'on cesse en principe d'envoyer des femmes travailler en Allemagne, comme nous l'avons déjà dit plus haut, de libérer du service obligatoire du travail en Allemagne les pères de familles nombreuses et ceux qui exercent comme profession principale le métier d'agriculteur. En outre, les services de l'admi-

(Lire la suite page 2.)

Un type de bâtiments légers utilisés par la marine allemande pour la recherche des mines. (Ph. Graphopress.)

Des avions allemands coulent un navire et en incendient un autre au large du cap Bon

Quartier général du Führer, 4 juin. — *Le haut commandement des forces armées communique :*

Des avions de combat rapides allemands ont attaqué un convoi ennemi au large du cap Bon. Ils coulèrent un navire de commerce et incendièrent un deuxième.

* *

Rome, 4 juin. — *Le haut commandement des forces armées communique :*

Tard dans l'après-midi du 3 juin, des avions de combat allemands ont attaqué un convoi ennemi au large du cap Bon. Ils coulèrent un vapeur et incendièrent un deuxième.

L'ennemi a poursuivi son offensive aérienne contre l'île de Pantelleria. Les batteries de l'île ont détruit deux avions. Deux autres appareils furent descendus en combat aérien par des chasseurs germano-italiens.

Des avions ennemis ont bombardé et mitraillé les côtes de la Calabre et de la Sardaigne. On compte quelqu es victimes parmi la population civile et des dégâts peu importants.

La ville d'Eastbourne, sur la côte méridionale anglaise, est bombardée par la Luftwaffe

Berlin, 4 juin. — Le D. N. B. apprend que dans la journée du 4 juin une formation d'avions allemands du type rapide ont attaqué la ville d'Eastbourne (côte méridionale de l'Angleterre). Des bombes explosives lancées en piqué ont atteint des usines et des installations ferroviaires. Les équipages allemands ont constaté que de vastes incendies s'étaient déclarés dans les objectifs visés.

Les forces italiennes ont coulé 35 cargos anglo-américains pendant les trois derniers mois

Rome, 4 juin. — Au cours des trois derniers mois, les forces aéronavales italiennes ont coulé, en Méditerranée et dans l'Atlantique, 35 cargos ennemis d'un tonnage global de 268.000 tonnes.

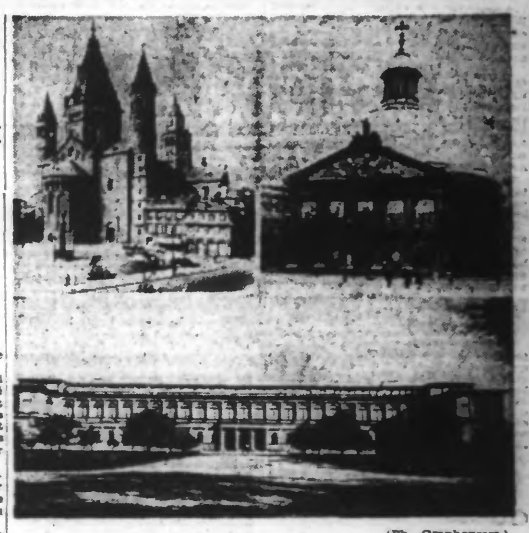
Le président Roosevelt a enjoint aux mineurs en grève de reprendre le travail

Amsterdam, 4 juin. — On mande de Washington à l'agence Reuter que jeudi soir le président Roosevelt a enjoint les mineurs de se remettre au travail.

L'ordre de M. Roosevelt a été remis à M. John Lewis lors d'une séance du comité chargé de déterminer la politique à suivre par la centrale des syndicats des mineurs. La séance a été immédiatement levée. Aucune déclaration n'a été publiée.

D'autre part, le président Roosevelt a déclaré au cours de sa conférence de presse que les mineurs, ainsi que tous ceux qui interrompent le travail dans une industrie essentielle pour la guerre, sont passibles d'enrôlement dans les forces armées.

— M. Hubert Lagardelle a pris un arrêté pour stimuler et coordonner l'action des comités de sécurité.



(Ph. Graphopress.)

Des monuments de la culture allemande qui ont souffert des raids terroristes britanniques.

A gauche : *la cathédrale de Mayence, la plus vieille basilique romaine du pays ;* à droite : *la célèbre église Sainte-Hedwig, à Berlin, entièrement détruite ;* en bas : *la vieille pinacothèque de Munich.*

REVELATIONS DE M. LAVAL

sur les accords secrets franco-polonais qui nous ont entraînés dans la guerre

On lit dans le « Nouveau Journal »:

De source autorisée, nous apprenons des détails circonstanciés sur l'allocution improvisée que fit le président Laval, lundi dernier, à Vichy, à l'occasion de la remise des distinctions honorifiques aux volontaires français qui combattirent en Tunisie aux côtés des troupes de l'Axe.

Essayons, pour notre part, d'y remédier, en reproduisant les paroles du chef du gouvernement français, telles qu'elles nous sont rapportées par un des plus fidèles collaborateurs de M. Laval.

M. Laval commença par affirmer aux volontaires tunisiens que la politique pacifique d'entente et de réconciliation avec l'Allemagne et l'Italie qu'il poursuivait n'était ni une politique nouvelle pour lui ni une politique d'opportunisme qu'il abandonnerait dès que les circonstances changeraient.

— Je n'ai jamais varié dans mon dessein, dit-il. J'ai toujours voulu la paix et l'union cordiale avec tous les voisins de la France, et particulièrement avec l'Allemagne et l'Italie.

» J'ai rencontré le chancelier Brüning, continua M. Laval. J'ai rencontré M. Mussolini. Je ne voulais pas la guerre entre nos peuples européens. Je n'ai jamais voulu la guerre.

» J'estime qu'un pays n'a que deux motifs valables pour faire la guerre : 1° s'il a faim ; 2° s'il est attaqué. En 1939, la France ne se trouvait dans aucun de ces deux cas.

L'homme d'Etat français évoqua les raisons qui furent imaginées pour entraîner la France dans la guerre sans même demander l'avis des deux chambres.

Et il parla du traité militaire secret franco-polonais.

— On nous a dit, déclare-t-il, que la France se devait, en septembre, de déclarer la guerre à l'Allemagne parce que nous avions des engagements avec la Pologne.

Quels étaient ces engagements ? se demandait-on. On nous répondait qu'il s'agissait d'un traité militaire secret. Avant la guerre, les traités les plus secrets étaient connus de tout le monde. Nos engagements envers la Pologne, eux, firent exception à la règle.

Ils étaient secrets. Ils le demeurèrent. Ils restèrent même tellement secrets que, moi, qui vous parle et qui fus, avant 1939, président du Conseil et plusieurs fois ministre des affaires étrangères, je n'ai jamais été mis au courant de leur conclusion. Je ne savais même pas qu'ils existaient.

On m'a affirmé par après que ces engagements furent signés en 1922. Dont six-sept ans auparavant. Et depuis, ils se trouvaient dans les archives secrètes des états-majors français et polonais, d'où ils ne sortirent que pour nous plonger brutalement dans la guerre.

Les auditeurs furent fort frappés de cette révélation. C'est, en effet, la première fois que ces choses sont dites.

Le chef du gouvernement poursuivit alors en montrant combien cette guerre est absurde, qui commença pour l'indépendance de la Pologne. En effet, la situation présente est telle, dit-il, que quel que soit le vainqueur, la Pologne sera morcelée ou disparaîtra de la carte. Si l'Allemagne gagne, le régime du « gouvernement général » continuera en Pologne sous une forme ou l'autre. Si c'est le bloc anglo-américain ou son allié soviétique, le sort de la Pologne dépendra de l'U. R. S. S.

Et l'exemple de Katyn montre quel genre d'indépendance est réservé aux Polonais.

Enfin, M. Pierre Laval aborda alors le problème de l'Europe. Il montra qu'il s'agit non seulement de gagner la guerre contre les puissances extra-européennes pour faire l'Europe, mais de faire l'Europe pour gagner la guerre.

L'Europe nouvelle, affirma-t-il, se fera sur la reconnaissance des différences nationales. Elle respectera le principe de nationalité.

Chaque pays devra pouvoir se donner le régime qui convienne à son caractère, à ses besoins et à ses aspirations.

Mais pour que la guerre ne recommence plus d'ici dix ans, d'ici à vingt ans, il faudra que les nations européennes puissent s'entendre, se rapprocher et s'unir dans une paix féconde.

C'est pourquoi leurs régimes s'inspirent du principe autoritaire qui prévaut déjà aujourd'hui dans la plupart des pays.

M. Roosevelt a reçu la réponse de Staline à son message

Amsterdam, 4 juin. — L'agence Reuter annonce que M. Davies, qui est arrivé à Washington, de retour d'U.R.S.S., s'est immédiatement rendu à la Maison Blanche, pour y remettre au président Roosevelt la réponse de Staline au message qu'il lui avait adressé.

Tout en refusant de donner le moindre détail quant à la teneur de cette lettre, le président a cependant déclaré qu'un accord complet existait entre lui et Staline.

CRÉATION d'un Conseil fédéral mixte en Indochine

Vichy, 4 juin. — Un décret paru au « Journal officiel » porte création d'un conseil fédéral mixte en Indochine. Ce conseil, qui est adjoint au haut-commissaire, sera chargé de donner son avis sur toutes les questions d'intérêt général.

Il comprendra trente membres français et treize membres indochinois.

— Un certain nombre de chaires d'enseignement colonial viennent d'être créées dans les universités de Paris, d'Aix-en-Provence et Grenoble.

«LE DIFFÉREND GIRAUD-DE GAULLE ne revêt qu'une importance toute relative

« La politique de la France sera déterminée de toute façon, après la guerre, par les puissances anglo-américaines. »

(Aveu textuel du diplomate Mac Millan)

Genève, 4 juin. — On mande de Londres :

Dans une interview accordée au correspondant algérois de la B. B. C., M. Mac Millan, représentant diplomatique de Grande-Bretagne en Afrique du Nord, a déclaré que des divergences de vue entre de Gaulle et Giraud étaient « inévitables ».

Le diplomate britannique souligna que la politique intérieure de la France serait de toute façon déterminée après la guerre par les puissances anglo-américaines, et bien que le différend actuel ne revêt qu'une importance toute relative.

Les Anglo-Américains, a ajouté M. Mac Millan, ferment les yeux sur ces querelles car ils ont « besoin momentanément des services de l'administration française » en Afrique du

Le Comité français pour la libération nationale doit rétablir le système républicain et les « libertés » françaises

Tanger, 4 juin. — Selon Radio-Alger, de Gaulle a déclaré que le « Comité français pour la libération nationale », fondé jeudi, sera bientôt établi sur des bases plus larges.

Il représente « le pouvoir souverain français avec effet immédiat ». Tous les territoires français non occupés par l'ennemi relèvent de son autorité. Le comité est chargé de représenter les intérêts français dans le monde

(Ph Sipho.)

M. Camille Begue

qui vient d'être nommé délégué général aux questions agricoles corporatives et intercorporatives.